



Dossier de demande de subvention d'investissement **ALSH**

Date limite retour
15 juin 2026

pour instruction en 2026

Procédure de dépôt

Pour toutes demandes de subvention, contactez au préalable le référent Caf en charge de votre domaine d'intervention ou votre territoire.

Celui-ci vous informera et vous accompagnera dans votre projet. Avant de transmettre votre demande complétée, datée et signée, vous pouvez prendre contact à l'adresse mail ci dessous selon le territoire d'implantation du projet :

NORD

territoire-nord@caf29.caf.fr

Brest Métropole
Haut-Léon Communauté
Morlaix Communauté
Pays d'Iroise
Pays de Landerneau-Daoulas
Pays de Landivisiau
Pays de Lesneven et de la côte des Légendes
Pays des Abers

SUD

territoire-sud@caf29.caf.fr

Cap-Sizun -Pointe du Raz
Concarneau Cornouaille Agglomération
Douarnenez Communauté
Haut Pays Bigouden
Haute Cornouaille
Monts d'Arrée Communauté
Pays Bigouden Sud
Pays Fouesnantais
Pleyben Châteaulin Porzay
Poher communauté
Presqu'île de Crozon Aulne Maritime
Quimper Bretagne Occidentale
Quimperlé Communauté



• Caf du Finistère •
1 avenue de Ti Douar - 29000 Quimper
1 rue Portzmoguer - 29602 Brest Cedex 2

1 IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (OU DE SON REPRESENTANT)

INFORMATIONS SUR LE PROMOTEUR

Dénomination du promoteur (le financeur du projet) :

Forme juridique (association, collectivité territoriale, entreprise privée, mutuelle, autre, à préciser) :

N°Siret /Siren :

Référent du projet (nom et prénom) :

Adresse complète :

Téléphone :

Courriel :

INFORMATIONS SUR LE GESTIONNAIRE (si connu)

Dénomination du gestionnaire :

Nature juridique :

Coordonnées du référent (nom/prénom, adresse, courriel, téléphone) :

2 PRESENTATION DU PROJET

Type de structure (plusieurs réponses possibles):

- Accueil périscolaire
- Accueil extrascolaire
- Accueil adolescents

Type de public (plusieurs réponses possibles) :

- ALSH 3-5 ans
- ALSH 6-11 ans
- ALSH 12-17 ans
- Accueil de jeunes (14-17 ans)

Lieu d'implantation de l'équipement (précisez l'adresse) : .

Nature de l'opération (case à cocher selon le type de projet) :

- Construction neuve
- Extension de locaux existants
- Transplantation
- Aménagement de locaux existants pour les transformer en Alsh
- Rénovation de locaux existants accueillant un Alsh
- Matériel d'animation pédagogique
- Matériel informatique
- Logiciel informatique
- Mobilier
- Autre (à préciser) :

3 EXPOSE DE LA DEMANDE (décrire de façon détaillée le programme d'investissement envisagé, les motifs et l'opportunité au regard des critères de la circulaire 2024-082) :

3.1 Descriptif de l'opération indiquant les motifs et l'opportunité du projet (joindre le diagnostic au dossier et/ou une note d'opportunité).

Présentation :

- du territoire (nombre d'habitants, nombre d'enfants...)
- des besoins du territoire au regard notamment de l'offre déjà existante
- de la contribution à l'amélioration de l'attractivité de l'offre éducative
- de l'amélioration des conditions de travail du personnel
- du développement de l'offre
- de l'amélioration des conditions d'accueil des enfants et/ou adolescents à besoins spécifiques notamment ceux en situation de handicap et ou de vulnérabilité
- de la réponse aux enjeux de transition écologique
- ...

3.2 Les besoins spécifiques :

- Quelles sont les structures existantes qui offrent le même service sur votre territoire ?

- Qui avez-vous associé à la réflexion ?

- Quels sont les autres financeurs, co-financements sollicités ?

- Avez-vous signé un Pedt / plan mercredi :

Oui
Non

- Le projet s'inscrit-il dans le plan d'action d'une Convention Territoriale Globale (CTG) ?

Oui
Non

3.3 Si création

- Effectif maximum de mineurs prévisionnel :

3.4 Si extension, rénovation ou transplantation conduisant à un développement de l'offre

- Augmentation de la capacité d'accueil déclarée
- Augmentation de l'amplitude d'ouverture journalière
- Nouvelle période d'ouverture sur la semaine ou l'année

- Effectif maximum de mineurs avant travaux :

- Effectif maximum de mineurs prévisionnel après travaux :

➤ Budget prévisionnel de fonctionnement de l'année N d'ouverture

CHARGES	MONTANT (Ne pas indiquer les centimes euros)	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		-	
Achats matières et fournitures		70642 : Autres participations des familles	
Autres fournitures		70623 Prestations de service Caf	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		74- Subventions d'exploitation	
Entretien et réparation		741 : Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Assurance		-	
Documentation		742 : Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs		743 : Département(s) :	
Rémunérations intermédiaires, honoraires		744 : Intercommunalité(s)	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes		745 : Autres subventions Caf	
Impôts et taxes sur rémunération,		748 : Autres subventions	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel		Fonds européens	
Rémunération des personnels		MSA	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
Redevance		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77 – Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
➤ TOTAL DES CHARGES		➤ TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Prestations		-	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	

Nombre d'actes prévisionnels de l'établissement concerné pour la base d'une année complète en N :

--

➤ Budget prévisionnel de fonctionnement de l'année N+1

CHARGES	MONTANT (Ne pas indiquer les centimes euros)	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		-	
Achats matières et fournitures		70642 : Autres participations des familles	
Autres fournitures		70623 Prestations de service Caf	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		74- Subventions d'exploitation	
Entretien et réparation		741 : Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Assurance		-	
Documentation		742 : Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs		743 : Département(s) :	
Rémunérations intermédiaires, honoraires		744 : Intercommunalité(s)	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes		745 : Autres subventions Caf	
Impôts et taxes sur rémunération,		748 : Autres subventions	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel		Fonds européens	
Rémunération des personnels		MSA	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
Redevance		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
➤ TOTAL DES CHARGES		➤ TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Prestations		-	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	

Nombre d'actes prévisionnels de l'établissement concerné pour la base d'une année complète en N+1 :

DONNEES PREVISIONNELLES DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

➤ **Conditions d'occupation des terrains et locaux**

<input type="checkbox"/> Propriétaire	Date d'achat :	
<input type="checkbox"/> Locataire	Date du bail :	
<input type="checkbox"/> Projet d'acquisition	Date d'achat :	
<input type="checkbox"/> Occupant à titre gratuit	Date d'entrée:	

➤ **Planning d'exécution du programme**

TRAVAUX		
Date prévue de démarrage des travaux / date prévue d'achat	Date prévisionnelle de fin	Date prévue de mise en service de l'équipement

➤ **Description des locaux et superficies**

Descriptif détaillé des locaux et des espaces extérieurs :

--

Superficie	
Superficie avant travaux :	
Superficie après travaux :	

Vos locaux sont-ils mutualisés ?

Non
Oui



⇒ compléter le tableau ci-dessous

Si vos locaux sont mutualisés :

Avec quelle(s) activité(s) ? (École, Clas...)	
Surface dédiée uniquement à l'Alsh :	
Surface partagée avec d'autres activités :	
Prorata du temps utilisé par l'Alsh* :	

(* : les modalités de calcul de ce prorata doivent être vues avec votre conseiller(e) technique)

➤ **Description des travaux engagés :**

Objectifs, contenus, surface de l'équipement, recours à un architecte spécialisé, déroulement, démarche de labellisation ou de certification : *joindre un descriptif si nécessaire*

- Préciser si le projet engage des dépenses de **gros œuvre** (cf. annexe 1) :

- Oui
 Non

Préciser les travaux-engagés :

Description des travaux particuliers au titre de l'adaptation thermique (isolation façade, sol, toiture, menuiseries, etc.)	Montants des travaux en € Préciser montant HT ou TTC

➤ Les travaux s'inscrivent-ils dans une démarche de labellisation ou certification (cf. annexe 2) :

- Oui
- Non

○ Préciser le nom et la dénomination du label ou de la certification :

➤ Achat informatique, matériel et/ou de mobilier :

En cas d' achats informatiques pour la gestion du service : <i>L'investissement dans les dispositifs informatiques permettant une meilleure gestion du service comprennent : le matériel, les logiciels de gestion et maintenances évolutives, l'installation de badgeuses et la mise à niveau du logiciel de gestion à cette fin. A noter que les opérations de maintenance correctives constituent des dépenses de fonctionnement</i>	Préciser montant HT ou TTC
Libellé des acquisitions informatiques :	

Libellé des acquisitions de matériel et/ou mobilier	Montants des acquisitions en € Préciser montant HT ou TTC

- En cas d'acquisition d'un minibus, précisez s'il s'agit de : Neuf Occasion
 avec accès PMR et/ou Marchepied : Oui Non

Ce dispositif est obligatoire si la structure ne dispose d'aucun autre véhicule équipé de la sorte

Budget prévisionnel d'investissement

Le coût de cette opération doit être apprécié avec beaucoup de rigueur car aucune réévaluation ne sera possible.

La structure des coûts prévisionnels s'entend hors taxe pour les promoteurs qui ont la possibilité de déduire la Tva sur les investissements. A contrario, celle-ci est à compléter toutes taxes comprises pour les promoteurs qui n'ont pas cette faculté. En outre, le total des subventions ne peut jamais excéder 100% du coût total du projet. Le budget prévisionnel doit apparaître équilibré. Le montant total des charges et des produits doivent être égaux

CHARGES	€ HT	€ TTC	PRODUITS ESCOMPTE	€
Acquisition			Subvention Caf	
			Subvention Etat	
Coût des travaux			Subvention Conseil Régional	
			Subvention Fonds Européen	
Frais d'étude			Sponsors ou Fondations	
			Subvention Conseil Départemental	
Mobilier			Subvention Commune	
			Subvention Communauté de Communes (EPCI)	
Coût aménagement			Autres Subventions, précisez :	
Equipement matériel, informatisation			Crédits Politique de la Ville	
Dépenses liées à la labellisation / certification « développement durable »				
Divers, précisez :			Subvention MSA	
			Apport du Promoteur	
Honoraires divers, précisez :			Emprunt	
TOTAL			TOTAL	

* dont montant total des dépenses de gros œuvre (cf annexe 1) € soit % des dépenses subventionnables.

INFORMATIONS RELATIVES AUX OBLIGATIONS DU DEMANDEUR

Si le signataire n'est pas le représentant légal de la structure, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.

Je soussigné(e) (Nom et prénom)

Représentant(e) légal de

- Déclare être autorisé(e) par l'instance décisionnelle à solliciter une subvention de fonctionnement auprès de la Caisse d'allocations familiales (Caf) de
- Déclare être en règle au regard de l'ensemble des obligations légales et réglementaires ainsi-que des cotisations et paiements y afférant ;
- Certifie exactes les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes des aides introduites auprès d'autres financeurs publics ainsi que l'approbation du projet et de son financement par les instances compétentes ;
- M'engage à respecter la charte de la laïcité de la branche Famille et de ses partenaires (consultable sur [Caf.fr](#)) ;
- M'engage à compléter une déclaration d'intérêt permettant d'identifier les liens de toute nature entre le promoteur, le gestionnaire s'il est déjà connu et le propriétaire du bâtiment dans lequel est implanté l'ALSH, et m'engage en cas d'existence d'intérêts communs de fournir des attestations de tiers (notaires notamment) indiquant le prix du loyer pratiqué sur le local en alignement avec le prix du marché ;
- Précise que cette aide financière, si elle est accordée, devra être versée sur le compte bancaire correspondant au RIB ou RIP joint au dossier de demande ;
- M'engage à fournir les justificatifs de dépenses ayant fait l'objet d'une subvention d'investissement de la Caf.
- Certifie, le cas échéant, que le porteur du projet n'a pas déposé le bilan, ne fait pas l'objet-d'une mesure de redressement judiciaire, ou d'aucune condamnation et n'est pas en liquidation judiciaire.

Fait à

le

Signature de la /des personne(s) habilitée(s)

Cachet de la structure

PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR AU DOSSIER

Pièces justificatives relatives à la qualité du promoteur et/ou gestionnaire

ASSOCIATIONS-MUTUELLES-COMITÉS D'ENTREPRISE

Nature de l'élément justifié	Pièces justificatives relatives au demandeur s'il n'a jamais bénéficié d'une aide de la Caf	Pièces justificatives relatives au demandeur s'il bénéficie déjà d'une aide de la Caf (prestation de service, subvention...)
Existence légale	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Pour les associations</u> : récépissé de déclaration en Préfecture (ou dernier récépissé de modification à jour) et sa publication au Journal officiel des associations et fondations d'entreprises (JOAFE) - <u>Pour les Cse</u> : procès-verbal des dernières élections constitutives - <u>Pour les mutuelles</u> : un certificat d'immatriculation portant mention du numéro d'identité visé par les dispositions de l'article R. 123-220 du code de commerce 	<u>Attestation de non-changement de situation</u>
	Numéro SIREN / SIRET pour l'entité bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation
	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois
Vocation	Statuts datés et signés en vigueur	Attestation de non-changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation
Capacité du contractant	Liste datée des membres du Conseil d'administration et du bureau de moins de 12 mois.	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau de moins de 12 mois
Pérennité	<ul style="list-style-type: none"> - Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédent la demande (si l'association existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'association existait en N-1) 	<ul style="list-style-type: none"> - Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédent la demande (si l'association existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'association existait en N-1)
Prévention de l'enrichissement sans cause	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation sur l'honneur de probité datée et signée (<i>modèle joint</i>) - Déclaration d'intérêts datée et signée - <u>En cas d'existence d'intérêts</u> : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable. 	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation sur l'honneur de probité datée et signée (<i>modèle joint</i>) - Déclaration d'intérêts datée et signée - <u>En cas d'existence d'intérêts</u> : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable.

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - ETABLISSEMENTS PUBLICS

Nature de l'élément justifié	Pièces justificatives relatives au demandeur s'il n'a jamais bénéficié d'une aide de la Caf	Pièces justificatives relatives au demandeur s'il bénéficie déjà d'une aide de la Caf (prestation de service, subvention...)
Existence légale	- Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence <u>Ou</u> - Arrêté ou décret de création de la personne morale	Attestation de non-changement de situation
	Numéro SIREN / SIRET pour l'entité bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation
	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois
Vocation	Statuts datés et signés en vigueur, pour les EPCI (détaillant les champs de compétence)	Attestation de non-changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN du bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation

ENTREPRISES-GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Nature de l'élément justifié	Pièces justificatives relatives au demandeur s'il n'a jamais bénéficié d'une aide de la Caf	Pièces justificatives relatives au demandeur s'il bénéficie déjà d'une aide de la Caf (prestation de service, subvention...)
Existence légale	Numéro SIREN / SIRET pour l'entité bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation
	Attestation d'immatriculation au RNE datant de moins de 3 mois	Attestation d'immatriculation au RNE datant de moins de 3 mois
	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois
Vocation	Statuts datés et signés en vigueur	Attestation de non-changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN, ou caisse d'épargne du bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation
Pérennité	- Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédent la demande (si l'entreprise existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'entreprise existait en N-1)	- Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédent la demande (si l'entreprise existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'entreprise existait en N-1)
Prévention de l'enrichissement sans cause	- Attestation sur l'honneur de probité datée et signée (<i>modèle joint</i>) - Déclaration d'intérêts datée et signée - <u>En cas d'existence d'intérêts</u> : attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable.	- Attestation sur l'honneur de probité datée et signée (<i>modèle joint</i>) - Déclaration d'intérêts datée et signée - <u>En cas d'existence d'intérêts</u> : attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable.

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

La branche Famille s'abstient de subventionner toute entité placée dans une situation qui conduirait à dévoyer l'objet des fonds versés. Dans ce cadre, la présente déclaration vise à prévenir tout risque de dévoiement de la subvention ou de refacturation abusive.

A cet effet, sont déclarés les liens d'intérêts de toute nature entre le demandeur de la subvention et des tiers qui sont de nature à dévoyer ou paraître dévoyer l'usage de la subvention versée.

La déclaration doit être signée personnellement et chaque page doit être paraphée.

Je soussigné(e), (nom-prénom)

représentant de :

Reconnais avoir pris connaissance de la demande de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par personne interposée avec les entreprises, établissements ou organismes public ou privé :

- exploitants ultérieurs de la structure financée ;
- entités propriétaires du bâtiment sur lequel elle est implantée.

Déclaration :

- **Déclaration de liens matériels, directs ou indirects :**

Le demandeur est-il lié à l'entité propriétaire des murs ? OUI NON

Le demandeur est-il lié au gestionnaire ultérieur de la structure ? OUI NON

Dans l'affirmative, veuillez préciser lesquels, notamment les points ci-après :

Elément ou fait concerné	Etat	Commentaire
Les participations financières directes éventuellement détenues dans le capital du propriétaire ou du gestionnaire.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
L'appartenance à un même groupe de sociétés que le propriétaire ou le gestionnaire.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
L'existence d'une gestion commune avec le propriétaire ou le gestionnaire.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
L'exercice d'une activité rémunérée ou donnant lieu à une gratification pour le compte du propriétaire ou du gestionnaire.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Autres :		

Je n'ai aucun lien d'intérêt à déclarer.

Fait à : , Le : / / Signature :



ATTESTATION DE PROBITÉ ET DE NON-CONDAMNATION

Je soussigné(e), (nom-prénom)

né(e) le : [Date de naissance]

à : [Lieu de naissance]

demeurant : [adresse complète]

déclare :

- n'avoir été l'objet d'aucune condamnation pénale ni de sanction civile ou administrative de nature à m'interdire de gérer, administrer, diriger ou contrôler une personne morale, ou d'exercer une activité commerciale ;
- n'avoir pas été frappé de faillite personnelle ou d'autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises ou, dans le régime antérieur à cette loi, en application du titre II de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à : [lieu]
Le :/...../.....

[Prénom] [Nom]
Signature du déclarant

ANNEXES

ANNEXE 1 : Liste des travaux éligibles

La liste ci-dessous des éléments constitutifs du budget prévisionnel permet de répartir les coûts.

Foncier :

Achat de terrain, achat d'immeuble, frais de notaire, rattachés aux biens relevant de l'opération d'investissement

Gros œuvre :

Construction extension	Ravalement	Couverture	Energie :
Fondations spéciales	Etanchéité	Charpente	Photovoltaïque
Terrassement	Aire de stationnement	Menuiseries extérieures	Domotique
Voiries et réseaux divers (VRD) : branchement eaux, électricités, gaz, téléphone	Dallages Démolition	Volets	Récupérateur d'eau
Aménagement			

Aménagement intérieur :

Menuiseries intérieures	Électricité (courants forts et courants faibles)	Serrurerie	Ascenseurs
Cloisons	Plomberie	Téléphone	Baie informatique
Doublages	Chauffage	Sécurité incendie	
Revêtements de sol	Ventilation	Signalisation	
Carrelages/faïences	Climatisation		
Peintures			

Equipement simple et particulier :

Mobiliers :	Petits matériels :	Pédagogie :
Cuisine, bureau, Dortoir Locaux annexes (types de stockage, entretien)	Vaisselle Informatisation	Livres Jouets Jeux d'intérieurs et extérieurs

Honoraires et frais :

Maîtrise d'œuvre (architecte ou cabinet d'experts), aide à la maîtrise d'ouvrage, géomètre, mission CSP (sécurité), bureau de contrôle, études de sol, frais bancaires, toutes assurances.

Autres :

Mobilité douce :

Parking à vélos aménagé, etc...

Aménagements extérieurs et végétalisation :

-Désimperméabilisation des sols et végétalisation :
Jardins, clôtures, terrassement, implantation de dispositifs de végétalisation favorisant la biodiversité et la création de zones d'ombres et îlots de fraîcheur (haies, plantation d'arbre, d'arbustes, hôtels à insectes,) ;

-Création d'ombrières végétalisées (pergolas) ou toutes autres protection solaires (auvents, voilage, extension de préau, et équipements rafraîchissants (points d'eau, brumisateurs,)

-Aménagement ludique et sportifs (espaces multifonctionnels) ;
-Création d'espaces contribuant à l'organisation d'ateliers pédagogiques (ex : jardin potagers et fleuris, carrés d'herbes aromatiques...)

Marketing :

Communication...

ANNEXE 2 : liste détaillée, évolutive et limitative des labels et certificats ouvrant droit aux financements majorés dans le cadre du Fonds d'investissement pour les ALSH – janvier 2024

Types d'opérations	Zone géographique d'application	Famille de rattachement (si applicable)	Nom du label / certification	Organisme détenteur	Organisme délivreur	Type	Thématique/ domaine
Bâtiments neufs	International	Bâtiment passif - PassivHaus	Bâtiment passif (en neuf)	Passivhaus, Institut de Darmstadt	La Maison Passive (seul organisme habilité en France)	Label	S'intéresse aux éléments sensibles du bâtiment (isolation, ombrage extérieur, fenêtres, ventilation, ponts thermique et étanchéité à l'air).
Bâtiments existants	International	Bâtiment passif - PassivHaus	EnerPHit (en rénovation)	Passivhaus, Institut de Darmstadt	La Maison Passive (seul organisme habilité en France)	Label	Elle s'intéresse aux éléments sensibles du bâtiment (isolation, ombrage extérieur, fenêtres, ventilation, ponts thermique et étanchéité à l'air).
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	International (Label suisse)	n/a	Minergie	Association Minergie	Association Minergie	Label	Qualité environnementale
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	Famille HQE Bâtiment Durable	HQE Bâtiment Durable (HQE-BD)	Certivéa	Certivéa	Certification	Performances environnementales, sociétales et économiques du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	Région d'Ile-de-France	Collectif Démarches Bâtiments et Quartiers Durables	Bâtiments Durables Francilien (BDF)	Ekopolis	Ekopolis	Label adossé à une démarche globale	Performance environnementale et sociale du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	Région Bretagne	Collectif Démarches Bâtiments et Quartiers Durables	Bâtiments Durables Bretagne (BDB)	Batylab	Batylab	Label adossé à une démarche globale	Performance environnementale et sociale du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	Région Bourgogne	Collectif Démarches Bâtiments et Quartiers Durables	Bâtiments Durables Bourgogne Franche Comté (BDFC)	Pole Energie Bourgogne France Comté	Pole Energie Bourgogne France Comté	Label adossé à une démarche globale	Performance environnementale et sociale du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	Famille HQE Bâtiment	HQE Bâtiment (HQE-B) - Construction Rénovation ou Exploitation	Certivéa	Certivéa	Certification	Performances environnementales, sociétales et économiques du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	n/a	Écolo crèche	Association Label Vie	Association Label Vie	Label adossé à une démarche globale	Qualité environnementale et de vie
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	Famille Labels 'Environnement'	BBCA (bâtiment bas carbone)	Association BBCA	Association BBCA - Certivéa (pour le tertiaire)	Label	Empreinte de carbone (cycle du bâtiment)
Bâtiments neufs	France	Famille Labels 'Environnement'	E+C- (Bâtiments à énergie positive & réduction carbone)	État français	Certificateurs accrédités (Certivéa)	Label	Empreinte de carbone et performance énergétique

Types d'opérations	Zone géographique d'application	Famille de rattachement (si applicable)	Nom du label / certification	Organisme détenteur	Organisme délivreur	Type	Thématique/ domaine
Bâtiments neufs	France	Famille Labels 'Environnement'	Effinergie 2017	Association Effinergie	Certivéa	Label	Performance énergétique
Bâtiments existants	France	Famille Labels 'Environnement'	Effinergie Rénovation 2021	Association Effinergie	Certivéa	Label	Performance énergétique
Bâtiments neufs	France	Famille Labels 'Environnement'	Bâtiment Biosourcé	Ministère chargé de l'Environnement (Etat français)	Certivéa	Label	Matériaux biosourcés du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	Collectif Démarches Bâtiments et Quartiers Durables	Bâtiments Durables Méditerranéens (BDM)	Envirobat-BDM	Envirobat-BDM	Label adossé à une démarche globale	Performance environnementale et sociale du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	Région Occitanie	Collectif Démarches Bâtiments et Quartiers Durables	Bâtiments Durables Occitanie (BDO)	Envirobat OC	Envirobat OC	Label adossé à une démarche globale	Qualité environnementale du bâti
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	Région Nouvelle Aquitaine	Collectif Démarches Bâtiments et Quartiers Durables	Bâtiments Durables en Nouvelle-Aquitaine (BDNA)	Odéys (Pôle CREAhd Nouvelle Aquitaine)	Pôle CREAhd Nouvelle Aquitaine	Label adossé à une démarche globale	Qualité environnementale du bâti